



romeurope94@gmail.com

Contact : 06 74 63 44 44

Ce matin à 10 heures, la préfecture du Val de Marne a expulsé le bidonville situé à Chennevières. Présents sur place, nous avons été stupéfaits du dispositif policier de plus de 25 cars de gardes mobiles, de la police montée et de la présence de 5 agents de sécurité tenant en laisse des chiens. Certains policiers étaient équipés de flasball.

Comme à son habitude la préfecture argue des conditions précaires, dangereuses, et insalubres ce site qui existe pourtant de plus d'une année.

Certes une décision de justice a prononcé une expulsion. Mais une audience devant la Cour d'Appel de Paris devait se tenir le 19 octobre prochain pour demander l'arrêt de l'exécution provisoire parce que des enfants étaient scolarisés, que sur ce terrain vivaient des familles vulnérables et qu'aucun diagnostic n'a été réalisé par la préfecture, comme le préconise la circulaire de janvier 2018 afin de mettre les familles à l'abri.

200 personnes environ vivaient là contrairement à ce que prétend la préfecture. De l'aveu même du directeur de cabinet de la préfète ils n'ont pas pu faire de diagnostic car c'était un terrain « où personne ne pouvait entrer » ce qui relève d'un mensonge assumé – et ce n'est pas la première fois – car la volonté de cette préfecture n'est plus de résorber les bidonvilles par l'intégration des personnes qui y vivent mais par des expulsions « sèches ». Le Directeur de cabinet m'a d'ailleurs dit que cette expulsion était une « expulsion sèche »...

Toujours d'après lui quelques hébergements pour 3 jours pouvaient être négociés à condition que les personnes sortent du terrain. Les familles sont donc sorties mais n'ont pas eu la possibilité de stationner devant, elles sont donc parties.

Seules trois familles sont restées à l'intérieur du terrain, parce que leurs véhicules étaient à l'extérieur. Elles ont un hébergement pour trois jours.

Nous dénonçons à nouveau cette expulsion honteuse qui révèle la violence institutionnelle contre les familles roms ou supposés, pauvres, discriminées et pourchassées partout sur le territoire

Ces familles sont parties ce matin au hasard, dans la plus grande détresse. Nul doute qu'elles seront empêchées de se réinstaller quelque part mais nous leur avons assuré que nous continuerons à être présents à leurs côtés quel que soit l'endroit elles se trouveront dans le Val de Marne.

Nous demandons à la préfecture de s'inscrire réellement dans une stratégie de résorption des bidonvilles et des squats ce qui suppose avant tout l'arrêt des expulsions pour que les familles puissent avoir le temps pour monter des projets de vie pour eux et leurs enfants.

Aline POUPEL
Romeurope 94